17ème Année - Numéros 17-18 SPEDIZIONE IN ABBONAMENTO POSTALE (Secondo gruppo - 70%) Le Num. L. 50 - 30 Décembre 1969

Le Peuple Valdôtain

Organe du Mouvement de l'Union Valdôtaine pour la défense de la minorité ethnique et linguistique valdôtaine

JUSTE LE DIAGNOSTIC FAUSSE LA THERAPIE !

Dans le «Gazzettino Valdostano» du 20 novembre, M. Francesco Crea commente en ces termes les «assurances» données par le ministre Bosco touchant la zone franche: «La precisazione del ministro Bosco a solo il sapore amaro d'una farsa trita e ritrita nella quale sono cambiati gli attori, ma la cui trama è sempre la mera volontà di fare tutti fessi( ) Fino a quando si abuserà della nostra pazienza? Fino a quando siamo disposti a credere ai venditori di fumo? ( ) In primavera avranno luogo le elezioni comunali; ci prometterranno ancora la zona franca, ma quanti valdostani saranno disposti a farsi prendere per il naso?»

Noble et juste indignation contre un comportement dénoncé depuis des années par l'Union Valdôtaine!

Malheureusement, notre homme ne dit pas comment les Valdôtains pourraient mettre fin à cette «farce», qui ne concerne pas seulement le sujet en question mais d'autres articles aussi du Statut, qui sont restés lettre morte comme celui de la Z.F.

Il fait même quelque chose de beaucoup plus-grave: il propose un «referendum» c'est-à-dire, pratiquement, une révision du Statut! - Et cela après avoir, dans le même article, admis «il valore economico e culturale della zona franca», après avoir écrit: «La zona franca è un diritto acquisito, patrimonio del popolo valdostano, insito nel trattato di Parigi del 10 febbraio 1947, di cui siamo stanchi di sentirne parlare e vorremmo che fosse realizzato»

Peut-on être plus inconséquent?

Quand on veut faire respecter «un droit acquis, patrimoine du peuple valdôtain, utile économiquement et culturellement, sanctionné par la Constitution, etc., etc.», on ne propose pas un referendum, on n'offre pas son appendice nasal à ceux qui nous ont déjà trop mené par le nez, - on propose une action!

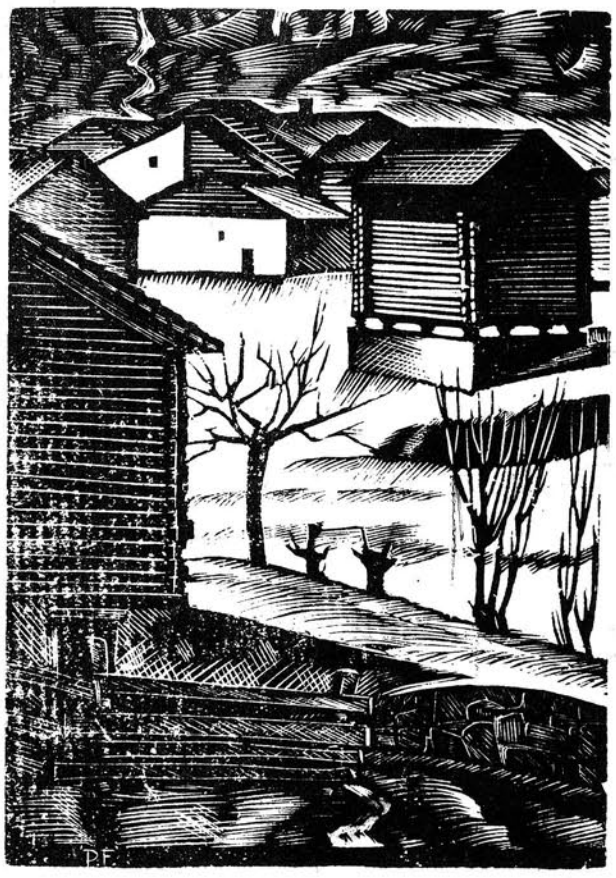
En outre, si les Valdôtains veulent éviter de retomber dans les pièges qu'on leur tend, ils doivent faire précéder et dériver cette action d'une autocritique sérieuse. Une thérapie efficace ne peut naître que d'un diagnostic complet (plus complet que celui énoncé par M. Crea) et sérieux.

Il est indispensable, pour cela, de remonter aux origines de l'autonomie, afin d'en rechercher les éléments constitutifs et voir si quelqu'un de ceux-ci n'a pas été abandonné ou trahi.

L'autonomie valdôtaine reconquise en 1945 est le résultat de trois facteurs essentiels et (les deux premiers surtout) intimement liés entre eux: Caractère ethnique particulier, Mouvement politique valdôtain, Lutte antifasciste. Or il est indéniable que tous ces facteurs - pour des causes multiples et en partie inévitables - se sont considérablement affaiblis...et affaiblis, hélas! avant l'application intégrale du Statut d'autonomie. - C'est là, dans ce fléchissement prématuré, qu'il faut rechercher la raison première du comportement de Rome à notre égard. Rome n'a pas appliqué le Statut parce que les Valdôtains ont commis l'erreur d'interrompre la lutte et la résistance avant l'application intégrale de celui-ci. Je serai plus précis encore: l'erreur d'affaiblir le Mouvement Valdôtain fut commise bien avant 1948 et c'est à elle que nous devons le premier échec subi, autrement dit la muti-

suite pag. n- 4

BONNE ET HEUREUSE ANNEE



En ce moment présent
à parler franc
pour notre ethnie
ce n'est pas une vie...
Néammoins
bien que piétinés
mi-étouffés et ilotisés
jusqu'au cou dans le déboire
par notre UNION
dans l'Esprit de Victoire
d'EMILE CHANOUX
nous résistons
et nous luttons
afin de conserver
une possibilité
de vie pour l'avenir
... et c'est dans cet Esprit
que l'UNION VALDOTAINE
souhaite
aux adhérents
aux amis
et aux sympathisants
les meilleurs voeux pour le Nouvel An.
TREINADAN! TREINADAN!

Revue de la presse

Pour notre langue française

(« BULLETIN DE LA SOCIETE' MUTUALISTE, l' UNION VALDOTAINE DE PARIS » - JUILLET 1969.)

L'editorial de notre dernier numéro, où nous exprimions notre inquiétude devant ce qu'il faut bien appeler la crise du français dans notre pays d'Aoste, a eu un certain retentissement. Des journaux et revues, en Vallée d'Aoste et en Belgique, l'ont intégralement reproduit. Peut-être est-il aussi pour quelque chose dans les motifs qui ont conduit le chanoine Pession à écrire son article : « Pour que notre langue maternelle survive chez nous ». Dans le numéro d'avril du journal « la Vallée d'Aoste », il demande à ses lecteurs de lui écrire leurs sentiments sur les raisons du déclin de la langue française, et nous ne saurions trop les engager à le faire.

Quant à nous, voici ce que nous en pensons :

Sans aucune hésitation, et avec tout le respect que nous lui devons, le chanoine Pession étant un homme d'Eglise, nous plaçons au premier rang des responsables le clergé valdôtain. Dans cette église qui fut avant le fascisme, et même pendant une bonne partie de la dictature qui a conduit l'Italie au désastre que l'on sait, le plus bel exemple de courageuse fidélité à la langue de nos ancêtres, dans cette église où le coq gaulois est encore au sommet des clochers, il est extrêmement pénible de n'entendre aujourd'hui résonner sous les voûtes que des accents italiens, qui étonnent et détonnent en ces lieux où retentissait naguère la parole française des abbés Trèves et Henry, du chanoine Durand, du chanoine Bréan et de beaucoup d'autres bons prêtres de chez nous.

De toutes les raisons qu'ont trouvé à nous dire à ce sujet ceux que nous avons interrogés, il n'en est aucune qui soit vraiment convaincante. Même si, comme on le prétend, l'enseignement de l'Eglise doit être accessible au plus grand nombre de fidèles, dont la majorité serait aujourd'hui italienne, ce n'est pas une raison suffisante pour que les sermons soient tous prononcés en italien, ni surtout pour que les messes ne soient jamais, ou à peu près, dites en français. D'ailleurs, la prédominance italienne n'existe réellement qu'à Aoste-Ville. Dans toutes les autres paroisses, les Valdôtains sont le plus grand nombre, et tous comprennent le français beaucoup mieux, certainement, que le latin qui était, jusqu'à ces dernières années, la seule langue de la messe — sans que, pour autant, on ait pu déplorer qu'aucun fidèle ne se soit jamais écarté de la religion.

Le changement d'attitude, nous allions écrire la trahison, du clergé, est pour nous d'autant plus difficile à comprendre que nous savons fort bien que tous les prêtres connaissent le français et le parlent volontiers entre eux.

Alors ? Doit-on penser qu'ils obéissent à des ordres venus de sphères supérieures, dont les véritables motifs seraient étrangers à la religion ? On serait tenté de le croire après ce qui s'est passé aux récentes obsèques du Sénateur Page, qui fut toujours un vaillant défenseur de la langue française, et dont on savait fort bien qu'il désirait qu'à ses funérailles la messe fût dite en français. Parmi les amis du disparu qui assistèrent à cette cérémonie, nous en connaissons beaucoup qui s'étonnèrent, et même s'offusquèrent, de n'entendre que la langue italienne.

Et le chanoine Pession lui-même, nous expliquera-t-il pourquoi à la dernière fête de l'Arbre de Noël des Emigrés Valdôtains à Paris, il a cru bon d'adresser en italien la parole au représentant du Consul, lequel a d'ailleurs eu l'élégance de lui répondre en français ?

Parmi les autres responsables du déclin de notre langue maternelle, on trouve évidemment, à la première place, les différentes juntes qui se sont succédées au gouvernement de notre Région autonome, et plus particulièrement celle qui est actuellement au pouvoir.

Des querelles de politique partisane ont pris le pas, de plus en plus, sur les problèmes les plus importants pour l'avenir de notre pays, et en ont détourné les bonnes volontés. Aujourd'hui, pour que le Conseil régional s'émeuve des atteintes portées à notre langue maternelle, et réagisse avec une juste indignation, il faut que des camouflets lui soient donnés, comme ce fut le cas il y a quelques mois par deux députés libéraux à Rome, et, plus récemment, par M. Ferri, Secrétaire du Parti Socialiste Italien. D'ailleurs, les flambées de protestations indignées et unanimes s'éteignent vite, et les manœuvres politiques, avec toutes les ambitions des affairistes, les rivalités personnelles et les sujets de division qu'elles traînent après elles, reprennent bientôt le dessus.

Les membres du Conseil régional, entre eux et dans les séances officielles, ne parlent qu'italien, et aujourd'hui, un seul journal politique « Le Peuple Valdôtain » est encore rédigé entièrement en français. « Le Rassemblement Valdôtain » l'est aussi en grande partie. Tous les autres, sans exception, ont abandonné la publication d'articles en français.

Comment peut-on encore sauver, à supposer que ce soit possible, ce qui fut et demeure le fondement le plus indiscutable de notre autonomie ?

Nous ne pouvons ici, où la place est limitée, examiner dans le détail des problèmes qui sont fort nombreux et difficiles, et qui le deviendront de plus en plus si l'on ne s'efforce pas, dès maintenant, de les résoudre. Nous dirons seulement qu'il nous paraît indispensable, en premier lieu, de faire renaître chez nous une certaine idée de la Vallée d'Aoste, un état d'esprit qui, faute d'aliment, s'est affaibli depuis des années et tend à se perdre. Il faut que le ton, comme écrivait Montesquieu, soit donné et reçu. C'est le rôle qui devrait revenir à ceux qui ont une influence morale : au clergé et aussi aux autorités responsables du gouvernement.

Il faut que les prêtres reviennent peu à peu aux anciennes traditions de l'Eglise valdôtaine, dont l'influence demeure grande sur la population. Qu'ils commencent par prononcer quelques sermons et par dire quelques messes en français, et nous sommes sûrs qu'ils auront la satisfaction de se voir approuvés, suivis et compris par le plus grand nombre de leurs paroissiens, qui les inciteront à persévérer.

Sur le plan du gouvernement régional, il faut que la volonté de faire revivre notre langue soit plus nette, plus évidente, chez tous ceux qui ont la charge de diriger la politique de notre pays. Qu'eux-mêmes donnent l'exemple en s'exprimant souvent en français et en décidant qu'une fois au moins sur deux les délibérations du Conseil régional se fassent entièrement dans cette langue qui, nous ne le répéterons jamais assez, est notre langue maternelle, et a un droit légal équivalent à celui de l'italien.

Voilà qui ne nous semble pas une tâche difficile, ni pour le clergé, ni pour nos gouvernants. Et cet exemple, venant de haut, serait vite efficace. Il contribuerait puissamment à modifier l'état d'esprit du peuple de la Vallée, jusqu'à réveiller en lui le goût de la langue de ses pères, la curiosité et le désir de mieux l'apprendre.

Et, lorsque les Valdôtains auront repris conscience de la richesse qu'ils possédaient avec la langue française et qu'ils sont en train de perdre malgré tous les droits légaux qui leur ont été donnés, lorsqu'ils auront senti que leur devoir est de défendre et de préserver cette richesse, lorsque, enfin, ce ton nouveau aura été donné et reçu, aucun politicien n'osera plus, de Rome ou d'ailleurs, leur contester ce droit et prétendre, comme certains, que le français est une langue minoritaire en voie de disparition et qui ne survivra que sur le plan du folklore, ou, comme M. Ferri récemment, que « le bilinguisme dans le Haut-Adige peut se comprendre, mais qu'en Vallée d'Aoste il semble plutôt imposé ».

Nouveau succès du «Rideau Valdôtain»

La vaste salle du théâtre Giacosa vraiment comble: une comédie très gaie: une troupe jeune et homogène: trois éléments qui caractérisèrent la réussite de la soirée du 24 novembre.

Invité par l'Assessorat régional à l'Instruction publique, le «Rideau Valdôtain», groupe artistique de l'Union Valdôtaine de Paris, présentait en effet, en première de sa saison 1969 70, «A la Monnaie du Pape», avec la collaboration technique des amis du «Charaban».

Les quatre actes de cette oeuvre de Louis Velle, étaient une bonne étude de caractères où les dialogues, alertes et drôles, déchaînèrent plus d'une fois les rires de l'assistance.

Tous les interprètes méritent des compliments pour leur tenue de scène, leur diction et leur dynamisme: Marinette Androu, Annie Boulanger, Henri Beaulieu, Claudine Chenuil, Gérard Phillipe, Gérard Zanetta, René Zanetta et Aldo Saluard (qui s'occupa également de la mise en scène); ils ont joué avec tout leur coeur devant un public attentif et heureux de voir enfin du théâtre en français. L'inadmissible coïncidence, à la même date, avec la projection du premier film d'une série de conférences culturelles, avait pourtant placé les spectateurs devant un choix délicat...

On ne peut que souhaiter au Rideau Valdôtain de préparer dès maintenant une autre comédie de la même veine et de revenir dès que possible nous divertir.

La Valle d'Aosta dal 1927 al 1948

(Ricordi e rivelazioni di S. Caveri)

L'ancien constituant Oliviero Zuccarini, qui fut directeur de l'excellente revue «Critica Politica», vient de publier dans «Noi repubblicani» l'article suivant sur le livre de M. Caveri «Souvenirs et révélations».

Nel periodo costituente Severino Caveri fu colui che con maggiore impegno ed efficacemente operò per ottenere che alla sua Valle d'Aosta venisse riconosciuto ed attribuito, nel nuovo ordinamento politico-amministrativo dello Stato, un particolare sistema di autonomia. Egli non faceva parte della Assemblea costituente dove la Valle era rappresentata dal socialista Bordon, ma senza la sua azione personale a Roma quanto venne deciso per l'autonomia della Valle non sarebbe stato molto diverso da quanto, durante la Consulta regia, era stato deciso per la Sicilia e poi, dalla Costituente, per la Sardegne e per il Trentino-Alto Adige.

Caveri era venuto a Roma con il preciso mandato d'illustrare e sostenere le richieste della «Union Valdôtaine» costituitasi dopo la Liberazione. E la Valle ottenne, anche per merito suo, uno Statuto di autonomia più completo e sostanziale delle altre tre Regioni a statuto speciale, sia nei confronti del potere centrale con l'abolizione del prefetto intanto, quanto in campo fiscale e doganale, nonchè un chiaro riconoscimento delle sue tradizionali particolarità anche linguistiche, sempre mantenute e difese pure durante il fascismo. Il solo periodico che allora, e nei confronti del fascismo, continuò a parlare delle richieste della popolazione valligiana e ne sostenne le ragioni, fu la nostra «Critica politica». Ricordarlo, da parte nostra, non è senza importanza.

Dei risultati ottenuti alla Costituente nazionale, non però senza contrasti, i valdostani non potevano che ritenersi e dirsi soddisfatti, e nessuno dubitò che quanto nei loro riguardi era stato deciso costituzionalmente non sarebbe stato un giorno attuato. Tutto al più poteva essere questione di tempo! Non ne dubitarono quelli dell'«Union Valdôtaine». Ma ne furono ugualmente convinti gli appartenenti al partito della D.C., i quali non potevano certo supporre che sarebbero stati proprio i loro uomini al governo a non volerne fare niente. Avenne così che i due aggruppamenti decidessero subito di assumere insieme, ed in condizioni di parità, la direzione amministrativa della Regione, in una alleanza che continuò senza incrinarsi per oltre un quinquennio. Fu solo in epoca relativamente recente che tale alleanza s'incrinò e che infine si ruppe, definitivamente nel momento in cui gli appartenenti alla D.C. dovettero convincersi che da parte della direzione centrale del partito, come pure da parte del governo, dello Statuto speciale per la Regione non se ne sarebbe voluto fare assolutamente niente. Preferirono così, per rispondere meglio alle intenzioni ed ai suggerimenti che venivano loro dal centro, cercare e trovare nuovi collaboratori ed alleati tra coloro che nella Valle, per motivi politici ed anche razziali, l'autonomia non l'avevano mai desiderata e non la vorrebbero. A reclamare l'applicazione integrale dello Statuto non restano così, adesso, che gli appartenenti alla «Union Valdôtaine» tutt'ora raccolti attorno a Severino Caveri e con lui solidali. Ma per trovarsi, e vedersi cacciati, all'opposizione!

Come questo capovolgimento di posizioni è potuto avvenire? E per quali particolari motivi? Lo diremo subito e non ci vuole molto: per i motivi stessi per i quali si preferì continuare a governare con le leggi e con il sistema del vecchio regime, senza nulla toccare o modificare perfino durante il periodo costituente, motivi per i quali, subito dopo, da parte del governo De Gasperi e con il consenso degli uomini politici di altri partiti che pure si trovavano nei posti di governo, venne proposto e fatto decidere dal primo Parlamento della Repubblica di prorogare di un anno quanto dalla Costituzione era detto e stabilito dovesse essere fatto subito, dando così pratico inizio a quel decentramento, a quella semplificazione dei pubblici servizi e a quelle autonomie locali che si era detto di voler realizzare e sviluppare nell'ordinamento del nuovo Stato repubblicano. La proroga, che allora si disse e si stabilì avrebbe dovuto essere di un solo anno, è durata invece per oltre venti anni e dura tuttora senza che nessuno al governo si curi o si preoccupi della sua scadenza! E il vecchio sistema politico ed amministrativo dello Stato non solamente non è cambiato, ma ha continuato e continua a svilupparsi e a peggiorare, nonostante che di democrazia si continui a parlare con sempre maggiore frequenza, ma per continuare a farne a meno, o nel senso contrario, naturalmente!

Il Caveri ha voluto, in questo suo libro, raccogliere quanto può riferirsi, cronologicamente, all'azione sua e dei suoi amici per l'autonomia della Valle, dal 1927 al 1948, cioè dal fascismo alla Liberazione. I ricordi e le rivelazioni vi hanno inizio dall'anno in cui egli, a diciannove anni di età, entrò a far parte della «Jeune Vallée d'Aoste» che dal giorno della sua creazione fino alla Lotta di liberazione, non fu e non volle essere che un movimento vagamente tradizionalista in difesa degli usi, dei costumi e del folklore locale, come istintiva reazione alla politica spogliatrice et centralizzatrice praticata per la Valle dai Savoia fin dal XVII secolo, ma resa ancora più grave dalla debolezza con la quale Vittorio Emanuele III assecondava la dittatura fascista. Emile Chanoux, della «Jeune Vallée» era stato il fondatore e l'animatore. Comune denominatore, insieme alla avversione al fascismo, era un appassionato attaccamento al paese e la aspirazione ad una indipendenza locale abbastanza larga. Fu con la Resistenza e con la lotta partigiana che il Movimento assunse una impostazione politica chiara e precisa. Fu però nel settembre 1945 che venne decisa la fondazione della «Union Valdôtaine» al preciso ed impegnativo scopo di ottenere nel nuovo Stato repubblicano, una autonomia locale che fosse veramente tale, dichiarando al tempo stesso la sua contrarietà ad un tipo di autonomia del genere di quella già concessa alla Sicilia, in base ad un decreto del luogotenente generale del re, controfirmato dai ministri che durante la consulta facevano parte del governo. La documentazione di quanto avvenne e venne infine ottenuto durante il periodo costituente, può trovarsi in questo volume abbondante e particolarmente indicativa. Più interessante è, ad ogni modo, la parte che si riferisce all'azione svolta appunto durante i lavori della Commissione dei 75, incaricata di preparare il nuovo testo costituzionale, ed al modo nel quale si arrivò, non senza ritocchi e modifiche, alla approvazione della Statuto speciale.

Questo avvenne infatti con la promulgazione del nuovo testo costituzionale agli inizi del 1948, insieme al Capitolo V e con questo strettamente collegato. Senonchè, purtroppo, la D.C. che alla formulazione ed alla approvazione dello Statuto aveva attivamente contribuito, trovandosi oramai come partito solidamente installata al governo del paese, tanto da poter decidere di fare a meno dei socialisti e dei comunisti, si accorse che per essa sarebbe stato molto meglio continuare a governare il paese come si era fino ad allora fatto, con i prefetti e con le leggi e i mezzi in uso del vecchio sistema politico e amministrativo. Ed è per questo motivo e in seguito a questo che dello Statuto speciale per la Valle d'Aosta non se ne è fatto ancora e non se ne intende adesso far nulla

Vogliamo forse dire con ciò che dello Statuto, come venne deciso dalla Constituente nazionale, non se ne dovrà fare proprio niente? Non lo crediamo. Verrà pure il momento nel quale, in conseguenza appunto di quanto è avvenuto e finora si è fatto nell'uso dei poteri e delle funzioni dello Stato, dovrà pure essere ripresa, con maggiore vigore, e probabilmente, con un diverso risultato, la battaglia tradizionale per la democrazia nello Stato. Abbiamo questa certezza, anche se ora siamo... rimasti in pochi, troppo pochi per farci sentire e per farci valere.

PARAISSANT DEUX FOIS PAR MOIS

Rédaction Administration et Publicité

au SIEGE de

L' UNION - VALDOTAINE

29, rue Festaz - Tél. 41.120 - 11100 AOST

ABONNEMENTS

Ordinaire L. 1.000 - (semestre L. 600)

Etranger L. 2.000 - Soutien L. 5.000

C.C. N. 2/40 412

DIR. RESP. EMILE PROMENT

Enreg. Tribunal D'Aoste N° 2 du 24-5-195

Imprimé par l'UNION VALDOTAINE

29, rue FESTAZ - 11100 AOSTE

Souscription pour l'imprimerie de l'UV

P.F. - Nus Blavy	L. 500
F.C. - Nus Blavy	L. 500
BERRIAT Louis (Nus Blavy)	L. 1.500
N.N. - Aoste	L. 10.000
N.N. - Aoste	L. 3.000
D.A.- Sarre Chézallet	L. 1.000
Section de Villeneuve	L. 7.500
Clapasson Emmanuel (Gignod)	L. 5.000
Perruchon Alexis-Aoste	1.000
C.F. - Aoste	L. 9.000

VALDOTAINS!

Renouvelez votre abonnement au «PEUPLE VALDOTAIN».

29, rue Festaz - Aoste C. 2/40412

LLOYD ITALICO & L'ANCORA Compagnie d'Assurance

Les plus sûres garanties aux meilleures conditions

Agent général pour la Vallée d'Aoste: M. le géom. IVO FOURNIER

Agence: rue des Portes Prétoriennes, 19
Téléphone 41834 AOSTE

TORREFACTION **Bianquin Ildo**

27 Rue De Tillier
Tél. 41.123
AOSTE

DIAGNOSTIC ET THERAPIE

suite de la pag. n-1

lation, par l'Assemblée Constituante, du projet de Statut voté par le Conseil de la Vallée.

Mais rien n'est perdu. Le Mouvement Valdôtain existe encore et peut être renforcé. Cela dépend uniquement de nous, valdôtains. Or la raison, la sagesse veut que l'on commence (je dis «commence» et non pas «continue» ou «finisse») par ce qui dépend uniquement de soi. Cette façon de penser et d'agir a d'ailleurs un nom: initiative!

Le renforcement du Mouvement suppose naturellement, en premier lieu, la conviction que celui-ci est utile et nécessaire. Pour acquérir cette conviction il suffit de faire trois constatations: 1° - tant que le Mouvement Valdôtain fut fort, la Vallée d'Aoste obtint ce qu'elle demandait; 2° - depuis qu'il s'est affaibli, elle n'a plus rien obtenu, pas même le respect des droits solennellement reconnus et sanctionnés par la Constitution; 3° - toutes les formules et combinaisons politiques ont été essayées inutilement, excepté une: la reconstitution d'un Mouvement Valdôtain aussi fort qu'au début. - La conclusion est facile à tirer et n'exige que du bon sens et de la bonne foi.

Il reste à connaître les autres conditions, - qui nous sont dictées encore une fois par l'expérience.

N'oublions pas, à ce propos, pourquoi le Mouvement Valdôtain s'est affaibli dès 1947. L'Union Valdôtaine comprenait au début - outre les indépendants - un nombre considérable de personnes inscrites aux différents partis du C.L.N. Tant que ceux-ci furent unis par la lutte contre l'ennemi commun, tout alla assez bien. Mais quand le fascisme fut battu, les divergences idéologiques se firent jour, aggravées par la lutte pour la conquête du pouvoir ainsi que par les tentatives de noyautage de l'U.V. de la part des partis soi-disant nationaux. C'est alors qu'éclata le conflit entre les «indépendants» - autonomistes, unionistes, valdôtains avant tout - et les autres, qui furent battus et écartés de la direction du Mouvement. Ayant perdu tout espoir de noyauter l'U.V. ils finirent par sortir peu à peu de celle-ci, entraînant à leur suite une partie de la base.

L'intransigeance des indépendants fut-elle une erreur, comme le soutiennent certains critiques?

Non! ce ne fut pas une erreur, mais une action nécessaire et courageuse qui sauva l'U.V. de la destruction. La nouvelle situation déterminée par la fin du CLN imposait aux Valdôtains un choix, une option entre l'appartenance à l'U.V. et l'appartenance aux partis soi-disant nationaux. Ce qu'il faut plutôt se demander, c'est pourquoi des valdôtains ont préféré ceux-ci à celle-là.

Les raisons sont multiples et diffèrent souvent d'un individu à l'autre, mais elles peuvent se réduire, selon nous, à la suivante: ces valdôtains préférèrent les partis à l'U.V. parce qu'ils estimaient que celle-ci avait fait son temps, les uns pour la raison qu'ils ne croyaient plus à sa nécessité, les autres parce qu'ils ne croyaient plus à la possibilité d'en prolonger l'existence.

Or l'avenir devait donner tort aux uns et aux autres. L'U.V. a continué de vivre et même assez bien, tellement qu'elle occupe la troisième place au Conseil de la Vallée, après la D.C. et le PCI. Quant à sa nécessité, nous l'avons démontrée plus haut et n'avons plus à y revenir. Si l'U.V. n'a pu remplir pleinement le rôle qu'on attendait d'elle, la faute en est surtout à ces valdôtains de peu de foi et de peu de sens qui l'ont affaiblie en lui préférant les partis soi-disant nationaux. Leur erreur, au fond, fut de croire que tout se décide à Rome, soit en y intriguant auprès du parti au pouvoir, soit en s'imaginant qu'il suffirait de remplacer celui-ci par un autre «meilleur». Cette façon de penser et d'agir n'est pas seulement incompatible avec les professions d'autonomisme dont on a toujours la bouche pleine, elle est aussi la meilleure manière de continuer à «se faire mener par le nez!»

E. P.

A TRAVERS LA VALLEE

DEUILS

CHARVENSOD - Le 19 décembre est décédée à l'âge de 86 ans Mme Octavie Georgy veuve Anselmet, belle-mère de M. Joseph Pollet, membre du Comité Central de l'Union Valdôtaine.

TORGNON - Le 3 décembre M. Dielmo Gal a perdu son père Félix, agriculteur, décédé à l'âge de 80 ans. Au mois de juin notre ami Dielmo avait déjà eu la douleur de perdre sa mère Rosine, née Carral, âgée de 74 ans.

VILLENEUVE - Nous apprenons avec regret le décès, après une longue maladie, de M. Renaud Georgy, âgé de 43 ans. Le défunt était fils de M. Valentin Georgy, conseiller communal de Villeneuve et ancien Président de la section de l'U.V.

Nos condoléances émues aux familles Anselmet, Pollet, Gal et Georgy.

ACCIDENT MORTEL

VILLENEUVE - Le 14 décembre, vers 7 heures du soir, à la périphérie du pays, une collision de voitures a causé la mort de deux jeunes personnes: Louis-Richard Savoye, 27 ans, de Nus, entrepreneur de bâtiment, et Yolande Lavy, 26 ans, nièce de M. Roger Collin, Syndic de Villeneuve.

La jeune fille a expiré peu de temps après avoir été extraite de la voiture qu'elle conduisait, une «600» où avaient pris place également son fiancé, Elso Henry, de Courmayeur, et une autre jeune fille de Villeneuve, Yolande Bérard. Celle-ci a été blessée légèrement. Blessé légèrement aussi le passager de l'autre voiture, Liliano Savoye, de Bosses, cousin de l'entrepreneur. Ce dernier est décédé le lendemain à l'hôpital d'Aoste.

Nos condoléances aux familles Lavy et Savoye si durement éprouvées.

REMERCIEMENT

Les parents de la regrettée

OCTAVIE ANSELMET - GEORGY

expriment leur profonde reconnaissance à toutes les personnes qui par la présence, les écrits, les fleurs, les prières voulurent donner un témoignage de leur estime et de leur affection pour la chère Défunte. Un remerciement particulier à M. l'abbé Bérard, curé de Charvensod, au Rd. chanoine prof. Borettaz, à M. l'abbé Petitjacques ainsi qu'au Directeur et au Personnel du Bureau des Impôts directs d'Aoste. Un très vif merci enfin à M. le docteur Norat.

Pont-Suaz, 22-12-69

Pe pocca sou dz'étsandzo de
viëille moutre d'atot de nouve

● ORFEVRERIE
● HORLOGERIE
● ARGENTERIE

Marino Pasquettaz

AOSTE — 40, Rue Festaz
(angle Avenue de la Gare) ☎ 44.503